

SOCIÉTÉ • LOI SÉCURITÉ GLOBALE

Marche des libertés : le parquet ouvre une enquête sur les circonstances des blessures d'un photographe

Le photographe syrien Ameer Al-Halbi, collaborateur de l'AFP et de Polka, a été blessé alors qu'il couvrait la manifestation contre la proposition de loi « sécurité globale » et les violences policières. L'enquête a été confiée à l'IGPN.

Le Monde avec AFP

Publié le 29 novembre 2020 à 17h39, modifié le 01 décembre 2020 à 07h40

• Lecture 2 min.



Ameer Al-Halbi, pris en charge par les médecins après des coups reçus lors de la Marche des libertés, le 28 novembre 2020. GABRIELLE CEZARD / AFP

Une enquête a été ouverte lundi 30 novembre en « *recherche des causes des blessures* » subies par le photographe syrien Ameer al-Halbi, collaborateur de l'AFP et de *Polka Magazine*, lors de la manifestation contre la loi « sécurité globale » samedi, a appris l'AFP auprès du parquet de Paris.

Cette enquête, confiée à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), vise à éclaircir les conditions de survenance de la grave blessure au visage de ce photographe âgé de 24 ans qui avait couvert le conflit syrien pour l'AFP et est installé en France depuis près de trois ans. Un coup de matraque d'un fonctionnaire de police pourrait être en cause.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Ameer al-Halbi se trouvait sur le terrain à titre indépendant lors de la manifestation contre le texte de

loi « *sécurité globale* » et les violences policière.

« *Nous sommes choqués par les blessures infligées à notre collègue Ameer al-Halbi et nous condamnons cette violence non provoquée* », a réagi dimanche Phil Chetwynd, directeur de l'information de l'AFP. M. Chetwynd a souligné qu'au moment des faits, Ameer al-Halbi « *exerçait son droit légal comme photojournaliste couvrant les manifestations dans les rues de Paris* » et qu'il « *se trouvait avec un groupe de collègues clairement identifiés comme journalistes* ».

Ameer al Halbi, photographe indépendant d'origine syrienne, collaborateur de @polkamagazine et de l'@AFPphoto, a ét... <https://t.co/hZyvxNyXom>
— afpfr (@Agence France-Presse)

Dans un communiqué, le SNJ-CGT de l'AFP exige « *non seulement des excuses des forces de police mais aussi du ministre Darmanin qui s'était jusqu'à présent contenté de fustiger les auteurs d'agressions de policiers, tout comme en guise de signe d'apaisement le départ du préfet Lallement* ».

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

La rédaction de *Polka Magazine*, avec lequel le photographe collaborait également, a exprimé dimanche « *sa forte indignation suite à l'agression policière dont [il] a été victime* ». « *Le violent coup de matraque qui l'a blessé au visage visait délibérément un photojournaliste qui exerçait librement son métier* », a affirmé dans un communiqué Alain Genestar, directeur de la publication.

Une enquête « *administrative interne* » réclamée par l'AFP avait déjà été ouverte par la police pour déterminer les circonstances de l'incident.

La commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) exprime dans un communiqué « *son indignation face à de tels faits (...), dénonce ces atteintes au droit à l'information, inacceptables dans notre démocratie* » et « *s'inquiète des textes de lois votés ou en préparation sur ces sujets et du risque qu'ils font peser sur la liberté de la presse* ».

Newsletter

« La revue du Monde »

Chaque week-end, la rédaction sélectionne les articles de la semaine qu'il ne fallait pas manquer

[S'inscrire](#)

Dans un tweet samedi soir, Reporters sans frontières avait dénoncé des « *violences policières inacceptables* ».

Toute notre solidarité envers Ameer Al Halbi. Ces #ViolencesPolicières sont inacceptables. Ameer est venu de #Syrie... <https://t.co/F3MQ4URlmj>
— cdeloire (@Christophe Deloire)

Ameer al-Halbi a raconté à l'AFP qu'au moment des échauffourées en fin de manifestation place de la

Bastille, il avait pris quelques minutes avant l'incident « *des photos de policiers qui étaient en train de frapper quelqu'un* ». Quelques minutes plus tard, « *les policiers sont arrivés et d'un coup je me suis retrouvé au sol, je ne me suis pas rendu compte de ce qui s'est passé. Je pense que c'était un seul coup. Les gens m'ont marché dessus puis quelqu'un m'a aidé* », a raconté ce photographe. « *Je n'avais pas mon équipement de protection, confisqué par la police pendant une manifestation de "gilets jaunes" car je n'avais pas de carte de presse* », a-t-il ajouté.

Ameer al-Halbi a remporté en 2017 le 2e prix de la catégorie « *Spot News* » pour le World Press Photo et a couvert pour l'AFP les combats et les ravages dans sa ville d'Alep, en plein conflit syrien.

Notre sélection d'articles sur la loi « sécurité globale »

Retrouvez tous nos articles sur la proposition de loi sur la « sécurité globale » [dans notre rubrique.](#)

- **Résumé :** [les principales mesures de la proposition de loi](#)
- **Vos questions, nos réponses :** « [L'épisode de l'article 24 montre le poids que s'est octroyé Gérard Darmanin dans le dispositif gouvernemental](#) »
- **Analyse :** [Filmer les policiers, un droit bafoué avant même la loi sur la « sécurité globale »](#)
- **L'éditorial du « Monde » :** [Dans la police, une grave crise de commandement](#)
- **Portrait :** [Gérald Darmanin, la tête de pont sécuritaire du gouvernement](#)
- **Tribune :** « [Nous n'accréditerons pas nos journalistes pour couvrir les manifestations](#) »
- **Interview :** « [Avec toutes ces lois sécuritaires, nous construisons les outils de notre asservissement de demain](#) »